



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	205	B	1/12	16/06/10

MARSEILLE

CONDITIONS PARTICULIERES D'ACHAT

L'ACHETEUR :	URBASER ENVIRONNEMENT 1140 avenue Albert Einstein BP 51 34935 Montpellier cedex 09 France Tél. : 33 (0)4 67 99 41 00 Fax : 33 (0)4 67 99 41 01 N°TVA Intra. : FR 10 484 595 574
PERSONNE(S) REPRESENTANT L'ACHETEUR:	Mr. Luis de la PARTE Directeur Projet EvéRé

LE VENDEUR:	SPIE SUD OUEST 70 chemin de Payssat BP 34056 31029 Toulouse cedex 4 France Tél. : 33 (0)5 61 36 77 77 Fax : 33 (0)5 61 36 75 56 N°TVA Intra. : FR 80 440 056 463
PERSONNE(S) REPRESENTANT LE VENDEUR :	Mr. Bernard GISBERT Chef du Département Industrie Energie Environnement

Référence du Contrat :	Construction du centre de traitement multifilières de déchets ménagers avec valorisation énergétique
Définition des prestations:	Commande initiale : Etude, fourniture, livraison, installation et mise en service du lot instrumentation Avenant 1 : Régularisation de travaux supplémentaires
Prix de la Commande initiale :	270 000,00 Euros Hors Taxes
Prix de l'avenant 1 :	8 550,00 Euros Hors taxes
Prix de la commande révisée :	278 550,00 Euros Hors Taxes

Délais :	Selon délais détaillés au paragraphe 12
-----------------	------------------------------------------------



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	205	B	2/12	16/06/10

MARSEILLE

TABLE DES MATIERES

3					
4		CONDITIONS PARTICULIERES D'ACHAT.....			1
5	1	FORMATION DU CONTRAT.....			3
6	2	DOCUMENTS CONTRACTUELS PAR ORDRE DE PRESEANCE.....			3
7	3	CONSISTANCE DES PRESTATIONS DU CONTRAT.....			3
8	4	LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....			3
9	5	DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE VENDEUR.....			3
10	6	OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR.....			3
11	6.1	LISTE DES DOCUMENTS FOURNIS PAR L'ACHETEUR AVEC LE CONTRAT.....			3
12	6.2	FOURNITURES, SERVICES ET ASSISTANCE A LA CHARGE DE L'ACHETEUR.....			4
13	7	OBLIGATIONS DU VENDEUR.....			4
14	8	PRIX – VARIATION DANS LES PRIX.....			4
15	8.1	ETABLISSEMENT DES PRIX.....			4
16	8.2	BORDEREAU DES PRIX.....			4
17	8.3	ACTUALISATION DES PRIX.....			4
18	9	PENALITES.....			5
19	10	CONDITIONS DE PAIEMENT.....			5
20	10.1	TERMES DE PAIEMENT.....			5
21	10.2	PAIEMENT.....			5
22	11	FACTURATION ET CORRESPONDANCES.....			5
23	12	DELAIS PREVISIONNELS D'EXECUTION.....			5
24	13	GARANTIE CONTRACTUELLE.....			5
25	13.1	CONSISTANCE DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE.....			5
26	13.2	GARANTIES DE PERFORMANCES.....			6
27	14	ASSURANCES.....			6
28	14.1	ASSURANCE TRC.....			6
29	14.2	DISPOSITIONS COMMUNES.....			6
30	14.3	DATE DE JUSTIFICATION DES ASSURANCES.....			6
31	14.4	SURPRIME.....			6
32	15	TRANSFERT DE PROPRIETE ET DE RISQUES (ANNULE ET REMPLACE ARTICLE 12 DES CGA).....			6
33	16	MODIFICATIONS.....			6
34	17	HYGIENE – SECURITE – POLICE DU CHANTIER (EN COMPLEMENT DE L'ARTICLE 16 DES CONDITIONS GENERALES D'ACHAT).....			7
35					
36	18	BASE-VIE.....			7
37	18.1	COMPTE PRORATA.....			7
38	18.2	COMPTE INTER ENTREPRISE.....			7
39	19	DATE D'ENTREE EN VIGUEUR DU CONTRAT.....			8
40		ANNEXE 1 – MODELE DE CAUTION DE BONNE FIN.....			9
41		ANNEXE 2 – MODELE DE CAUTION DE RESTITUTION D'ACOMPTE.....			10
42		ANNEXE 3 – SYSTEME D'ECHANGE DE DOCUMENTS INFORMATISES (SEDI).....			11
43					



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	205	B	3/12	16/06/10

MARSEILLE

1 FORMATION DU CONTRAT

ENTRE

d'une part,

Urbaser Environnement S.A.S., ci-après dénommé l'Acheteur, dont le siège social 1140 avenue Albert Einstein, BP51, 34 935 Montpellier cedex 09 France, représentée par Monsieur Luis de la PARTE, Directeur Projet Evéré, qui a décidé de confier les Prestations définies au présent Contrat,

ET

d'autre part,

Spie Sud Ouest, ci-après dénommé le Vendeur, dont le siège social est 70 chemin de Payssat, BP 34056, 31029 Toulouse cedex 4, France, représenté par Monsieur Bernard GISBERT, Chef du Département Industrie Energie Environnement, qui accepte d'accomplir ces mêmes Prestations dans les conditions du présent Contrat.

2 DOCUMENTS CONTRACTUELS PAR ORDRE DE PRESEANCE

- La présente Commande avec ses Conditions Particulières n° UE 2116 CD 205 B.
- Les Conditions Générales d'Achat de Travaux et de Sous-traitances n° 0720 PR00 012 B.
- Le cahier des charges URB UVO SE 0 901 A.
- La liste des instruments 05.084 DCE E 0292-E & URB SIT NG 0 0908 G.
- Les conditions générales du site ING SIT SE 0 035 C.
- La Convention de Compte prorata URB SIT DG 0 002 C.
- L'offre PHFAIS-2008-46593-COU-0002 du 12 septembre 2008.

3 CONSISTANCE DES PRESTATIONS DU CONTRAT

Commande initiale : Etude, fourniture, livraison, installation et mise en service du lot instrumentation.

Avenant 1 : Régularisation de travaux supplémentaires

4 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Documents d'étude : Urbaser Environnement
Route du Quai Minéralier
ZI de Fos sur Mer
Lieu Dit Caban Sud
13270 Fos sur Mer
France
Contact : Bertrand Robin

S'pace Architectes Associés
111 rue Molière
94200 Ivry-sur-Seine
France
Contact : Gérard N'Guyen

Fournitures et travaux : Urbaser Environnement
Route du Quai minéralier
ZI de Fos sur Mer
Lieu dit Caban Sud
13 270 Fos sur Mer
France
Contact : Monsieur Bertrand Robin

5 DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE VENDEUR.

Selon la liste mentionnée dans le cahier des charges et tels que décrits dans les Conditions Générales d'Achat.

6 OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR.

6.1 Liste des documents fournis par l'Acheteur avec le Contrat

Selon la liste mentionnée dans le cahier des charges.



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	205	B	4/12	16/06/10

MARSEILLE

6.2 Fournitures, services et assistance à la charge de l'Acheteur.

- Aire de stockage des équipements.
- Constructions de génie civil et massifs supports des équipements.

7 OBLIGATIONS DU VENDEUR

- Conditionner le matériel livré sur site, afin qu'il soit protégé de tous dommages inhérents aux activités normales du chantier, entre la date de livraison et celle de montage et mise en service.
- Tous les autres termes et conditions relatifs aux Obligations du Vendeur dans les Conditions Générales restent valides.

Le Vendeur ne pourra introduire aucun changement dans le Projet, matériels ou moyens d'exécution sans autorisation écrite de l'Acheteur.

De manière générale le Vendeur est l'unique responsable de l'exécution correcte des travaux qui lui sont confiés, en les accompagnant des documents contractuels correspondants et au minimum avec ceux stipulés dans les Conditions Générales d'Achat. Il remplira les spécifications techniques convenues, les réquisits additionnels de l'Acheteur, et emploiera les usages et termes de bonne pratique qui établissent les normes ou codes nationaux et internationaux.

L'Acheteur se réserve le droit de récuser les moyens, tant humains que matériels, qui seraient utilisés pour l'exécution des travaux, et le Vendeur s'engage à les substituer immédiatement par ceux qu'il jugerait adéquats. Dans les critères de récusation et d'adéquation, ceux de l'Acheteur prévaudront.

Le Vendeur devra prendre en compte toutes les normes de l'environnement local, national, ainsi que celles en vigueur dans l'Union Européenne.

Sont également à la charge du Vendeur, le déchargement et l'installation mécanique de tous les matériels faisant l'objet de ce contrat, incluant aussi bien tous les moyens matériels (grues de déchargement et / ou de positionnement, outils et moyen d'ancrage des équipements au sol, d'ancrage rapide, vestiaires, moyens auxiliaires de montage...) que les moyens humains (personnel qualifié, ouvriers, équipements de protection individuelle homologuée...).

Pendant les travaux de montage, un état d'ordre et de propreté correct sera maintenu et respecté sur toutes les installations du chantier, et en particulier sur les zones affectées directement par les travaux réalisés.

Il sera accordé une attention particulière aux matériels et/ ou déchets qui pourraient être toxiques et dangereux pour la santé des personnes, et que ces produits comme les déchets provenant de ceux-ci, soient, à tout moment identifiés et stockés correctement pour pouvoir permettre leur postérieure gestion/ élimination par l'Acheteur.

Le Vendeur devra faire parvenir à l'Acheteur un état mensuel d'avancement de la commande (document à remettre le 21 de chaque mois) indiquant les informations suivantes :

- Pourcentage d'avancement des études
- Pourcentage d'avancement des approvisionnements
- Pourcentage d'avancement de la fabrication
- Pourcentage d'avancement du montage sur site

8 PRIX – VARIATION DANS LES PRIX

8.1 Etablissement des prix.

Prix global forfaitaire de la commande initiale : **270 000,00 Euros** (Deux cent soixante dix mille Euros) Prix hors taxes

Prix global forfaitaire de l'avenant 1 : **8 550,00 Euros** (Huit mille cinq cent cinquante Euros) Prix hors taxes

Prix global forfaitaire de la commande révisée : **278 500,00 Euros** (Deux cent soixante dix huit mille cinq cent cinquante Euros) Prix hors taxes

Le prix du contrat est celui fixé ci-dessus, ferme et non révisable.

8.2 Bordereau des prix.

Selon le DPGF inclus dans l'offre du Vendeur.

8.3 Actualisation des prix.

Sans objet



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	205	B	5/12	16/06/10

MARSEILLE

9 PENALITES

En cas de retard par rapport aux dates clés spécifiées à l'article 12, les pénalités applicables sont les suivantes :

- 0,1 % par jour calendaire de retard

L'Acheteur appliquera les pénalités après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 15 jours après sa réception.

Les pénalités sont plafonnées à 7,5 % du montant global de la présente commande, forfaitaires et libératoires de toutes autres indemnités mais non libératoire des obligations du Vendeur.

10 CONDITIONS DE PAIEMENT

10.1 Termes de paiement

- 15 % à la commande, par virement à 60 jours fin de mois le 10, contre remise d'une caution bancaire de restitution d'acompte de 15 % libérable à la livraison des principaux équipements sur site.
- 75 % sur situation mensuelle le 21 de chaque mois, par virement à 60 jours fin de mois le 10.
- 5 % à la fin des essais et remise des DOE, par virement à 60 jours fin de mois le 10.
- 5 % à la réception du CTM, au plus tard le 30 octobre 2009, par virement à 60 jours fin de mois le 10, contre remise d'une caution bancaire de garantie libérable à la fin de la période de garantie contractuelle.

Les modèles de garantie bancaire sont joints en annexe.

10.2 Paiement

Par l'Acheteur

11 FACTURATION ET CORRESPONDANCES

Selon les conditions Générales d'Achat.

Adresse de la facturation :

Urbaser Environnement
Route du Quai minéralier
ZI de Fos sur Mer
Lieu dit Caban Sud
13 270 Fos sur Mer
France

12 DELAIS PREVISIONNELS D'EXECUTION

Les délais prévisionnels d'exécution sont les suivants :

- La fin des études et la réalisation du dossier instrumentation est fixée au **1^{er} décembre 2008**
- La date de début de montage sur site est fixée au **1^{er} février 2009**
- La date de fin de montage sur site est fixée au **16 mars 2009**
- La date des fin des essais est fixée au **30 avril 2009**

Les dates précises seront communiquées par l'Acheteur au Vendeur avec un préavis minimum de 15 jours calendaires.

Les travaux relatifs à l'avenant sont achevés.

13 GARANTIE CONTRACTUELLE

13.1 Consistance de la garantie contractuelle

La garantie est de 2 ans à compter de la réception du CTM mais au plus tard à compter du 30 octobre 2009.

La garantie des châssis est de 5 ans à compter de la fin de la réception du CTM mais au plus tard à compter du 30 octobre 2009.

La garantie anti-corrosion est de 5 ans à compter de la fin de la réception du CTM mais au plus tard à compter du 30 octobre 2009.



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	205	B	6/12	16/06/10

MARSEILLE

216 La période de garantie des matériels défectueux sera réitérée en cas de substitution pour cause d'avarie des équipements
217 pendant la période de garantie, en excluant les pièces d'usure.
218

219 13.2 Garanties de performances

220 Le Vendeur garantit les performances telles que définies dans le cahier des garanties souscrites.
221

222 14 ASSURANCES

223 Le titulaire souscritra les assurances telles que spécifiées dans les Conditions Générales d'Achat.
224

225 14.1 Assurance TRC

226 L'Acheteur a contracté une police d'assurance « TRC ». Une copie de cette police sera annexée au présent document.
227

228 Le Vendeur aura à supporter une partie de la prime de l'assurance « TRC ». Le taux de participation est fixé à 0,375 % du
229 montant global du présent Contrat.
230

231 14.2 Dispositions communes

232 Le Vendeur devra prévoir les mêmes obligations d'assurance que celles citées précédemment, de la part de ses sous-traitants,
233 quelles que soient la nature et l'importance des travaux qu'il envisage de leur confier. Il devra vérifier les polices
234 correspondantes et les avenants d'extension qui s'avèreraient nécessaires, dans les 15 jours de l'agrément du sous-traitant.
235

236 L'Acheteur se réserve la possibilité de demander au Vendeur la justification des garanties de ses sous-traitants à quelque
237 époque que ce soit.
238

239 14.3 Date de justification des assurances

240 Le vendeur devra justifier de la validité de ses assurances ci-dessus définies au moment de la signature du marché et au
241 moment de la réception des travaux (attestations datant de moins de 1 mois), mais également à tout moment sur demande de
242 l'Acheteur.
243

244 Aucun règlement de solde, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement ne sera établi au profit du
245 vendeur qui ne pourra produire un quitus des assurances, attestant que l'intéressé a intégralement réglé les primes qui lui
246 incombent.
247

248 14.4 Surprime

249 Si par suite d'insuffisances de qualification, de mise en œuvre de procédés non agréés, une surprime était appliquée aux
250 polices de l'Acheteur, cette surprime serait répercutée au Vendeur.
251

252 15 TRANSFERT DE PROPRIETE ET DE RISQUES (ANNULE ET REMPLACE ARTICLE 12 DES CGA)

253 La propriété des matériels, matériaux et produits devant être mis en œuvre par le vendeur, ses sous-traitants et fournisseurs au
254 titre de la présente commande est transférée à l'Acheteur à la date de réalisation du 1^{er} des événements suivants :

- 255 • Livraison sur le chantier.
- 256 • Paiement effectué par l'Acheteur au Vendeur au titre de la livraison sur le chantier des matériels, matériaux et produits
257 en cause.
- 258 • Paiement effectué par l'Acheteur au Vendeur au titre de la fabrication du matériel en atelier et en usine.
259

260 Les clauses de réserve de propriété incluses dans les commandes et sous-traités conclus par le Vendeur pour les besoin du
261 marché ne seront en aucun cas opposables à l'Acheteur. Le Vendeur fait son affaire, sous sa responsabilité de l'introduction
262 dans lesdits commandes et sous-traités de toute clause permettant l'application des présentes dispositions.
263

264 Le transfert de propriété visé ci-dessus n'implique en aucun cas le transfert de garde juridique des matériels, matériaux et
265 produits concernés, lequel interviendra lors de la prise en charge des installations au jour de la délivrance du PV de réception
266 sans réserve de l'unité dans les conditions définies au Marché.
267

268 16 MODIFICATIONS

269 Le Vendeur s'engage à ne pas retenir, à aucun moment, l'exécution des oeuvres et des services, sauf sur indication expresse
270 de l'Acheteur ou pour cause de force majeure.
271

272 Le Vendeur ne pourra, en aucun cas, effectuer une plus grande quantité d'œuvre et de services que celle spécifiée dans la
273 Réquisition et les documents s'y rapportant sans autorisation écrite de l'Acheteur. En cas de non accomplissement de cette
274 clause, le surplus d'unités réalisé ne sera pas réglé.



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	205	B	7/12	16/06/10

MARSEILLE

17 HYGIENE – SECURITE – POLICE DU CHANTIER (EN COMPLEMENT DE L'ARTICLE 16 DES CONDITIONS GENERALES D'ACHAT)

Le Vendeur ne pourra réclamer aucune indemnisation à l'Acheteur pour des pertes de temps, dues à des interruptions de travail imputables au Vendeur, pour non-respect par ce dernier de la législation environnementale ou des normes contenues dans le P.G.C.S.P.S..

En particulier, le Vendeur s'engage à gérer correctement les déchets toxiques et dangereux qui sont générés en conséquence de ses activités pour l'Acheteur, ainsi qu'à ne causer aucune contamination du sol. Pour ceci il pourra opter pour son inscription sur le registre des petits producteurs de déchets toxiques et dangereux, auprès de la communauté autonome dans laquelle s'effectue l'œuvre/ le service, dans ce cas il délivrera à l'Acheteur une copie de la dite inscription ainsi que les documents de contrôle et de suivi qui dérivent de la gestion de ces derniers (laquelle sera menée à bien uniquement par des gestionnaires et transporteurs autorisés), ou que la responsabilité des déchets toxiques et dangereux générés par l'activité sous-traitée soit assumée par l'Acheteur, en tant que responsable de l'activité. Dans ce cas la gestion des dits déchets lui sera facturée.

Préventions des risques du travail

Le Vendeur se voit obligé d'accomplir toutes les dispositions légales, en matière de prévention des risques du travail, étant le responsable de la mise en pratique de ces dernières, ainsi que des conséquences qui dériveraient de son inaccomplissement.

Le Vendeur ne pourra réclamer aucune indemnisation à l'Acheteur pour des pertes de temps, dues à des interruptions de travail imputables au Vendeur, pour le non accomplissement de sa part de la loi de prévention des risques du travail.

Tout le personnel du Vendeur devra utiliser les équipements de protection individuelle adéquats et spécifiques pour les travaux à réaliser, en respectant les normes applicables et l'évaluation des risques de leurs postes.

Toute la machinerie, les installations et les équipements de travail fournis par le Vendeur, rempliront totalement les conditions exigées, tant au niveau des normes en vigueur qu'au niveau du plan de sécurité et de santé qui leur est applicable (dans le cas de travaux).

Le Vendeur est obligé par le présent contrat de fournir la documentation et l'information qui lui est demandée avant le début des travaux en matière de prévention des risques du travail.

Le représentant du Vendeur en matière de prévention des risques du travail s'oblige à assister à toutes les réunions de prévention réalisées pendant les œuvres/ services.

Les infractions réitérées en terme de prévention des risques du travail par l'un des employés du Vendeur, pourront être un motif de sa substitution.

Une charte verte est applicable pour l'ensemble du chantier. Le cahier des prescriptions environnementales sera joint en annexe au présent document. Le Vendeur est tenu à respecter les procédures et les obligations administratives SPE-SIT-NG-0-003.

18 BASE-VIE

L'Acheteur fera l'investissement de la base vie (Cantonnement) comprenant, des bureaux, des sanitaires, des réfectoires, des salles de réunion).

Les locaux seront mis à disposition du Vendeur qui ne pourra installer d'autres locaux sur le site.

Les frais de fonctionnement seront portés au COMPTE PRORATA (CP) suivant le protocole initial joint en annexe URB-SIT-DG-0-002-C.

Le compte Inter Entreprise concerne les frais qui ne seront pas supportés par toutes les Entreprises. L'affectation des dépenses fera l'objet d'un protocole entre l'Acheteur et le Vendeur en ce qui concerne les frais fixes, auxquels s'ajouteront les dépenses proportionnelles ou exceptionnelles.

18.1 Compte Prorata

Les recettes du CP seront provisionnées par un prélèvement plafonné de 1,2 % du montant des travaux de la part de SPIE.

18.2 Compte Inter Entreprise

Ce compte sera géré par l'Acheteur, il affectera les dépenses hors CP tel que :

- La location des bureaux au taux de base de 15€/m²/mois.
- Les locataires devront assurer le nettoyage et l'entretien des surfaces louées.



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	205	B	8/12	16/06/10

MARSEILLE

- La location des bureaux sera majorée de l'entretien des parties communes, circulation, sanitaires (forfait = 140€/mois)
- Les consommations électriques pour les travaux de chantier.
- Les facturations des consommations téléphoniques, informatiques, ADSL, etc.
- Les câblages des réseaux dans les bureaux (forfait à définir).
- Et toutes les autres dépenses qui pourraient être affectées à une seule Entreprise.

Les recettes du Compte Inter Entreprises feront l'objet d'une émission de facture mensuelle avec une régularisation éventuelle par un prélèvement sur les situations de travaux ou DGD.

19 DATE D'ENTREE EN VIGUEUR DU CONTRAT

Le Contrat entrera en vigueur à la plus récente des dates de sa signature par les deux parties.

Signatures :

Monsieur Bernard GISBERT
Pour le Vendeur

Monsieur Luis de la PARTE
Pour l'Acheteur

Le 24 Septembre 2010

Le 2010

SPIE
SPIE Sud-Ouest SAS
Direction Midi-Pyrénées Grand Toulouse
70 Chemin de Payssat - ZI Montaudran
BP 34056 - 31029 Toulouse Cedex 4
Tél. +33 (0)5 61 36 77 77 • Fax. +33 (0)5 61 36 75 56
TOULOUSE RCS 440 056 463



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	205	B	9/12	16/06/10

MARSEILLE

ANNEXE 1 – Modèle de caution de bonne fin

Le Vendeur fournira, sans frais pour l'Acheteur, une (des) garanties(s) bancaire(s) libellée(s) comme ci-dessous :

Nous nous référons à la commande n° que vous avez conclue le avec SPIE Sud-Ouest, ci-après dénommé « l'Entreprise », dont le siège est 70 chemin de Payssat ZI Montaudran – BP 4056 – TOULOUSE CEDEX 4 relative à

A la demande de SPIE Sud-Ouest vous fournit un acte de cautionnement représentant 5 % de la commande précitée destiné à garantir ses obligations contractuelles.

En conséquence, nous soussigné, déclarons nous porter caution solidaire de l'Entreprise et nous engageons à vous verser, dans la limite de la somme de :

EUR

dans le cas où l'Entreprise serait reconnue débitrice envers vous et ne serait manifestement plus en mesure de remplir ses obligations contractuelles afférentes à la bonne fin du contrat, et ce dans la limite maximum du montant garanti.

Le paiement résultant de la mise en jeu éventuelle de la présente caution interviendra après réception par notre banque d'une lettre recommandée avec accusé de réception, indiquant en quoi l'Entreprise n'est manifestement plus en mesure de remplir ses obligations contractuelles afférentes à la bonne fin du contrat et précisant le montant demandé, dans les limites du montant garanti.

Sa mainlevée interviendra au plus tard le

Passé cette date et sans autre notification, cette caution sera caduque et cessera de produire effet, aucune demande s'y référant ne sera recevable sans qu'il soit besoin de la restitution de la présente lettre.

FAIT A LE



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	205	B	10/12	16/06/10

MARSEILLE

ANNEXE 2 – Modèle de caution de restitution d'acompte

CONDITIONS GENERALES

1 - Le présent acte constitue au capital de EUR dont le siège social est à caution personnelle et solidaire de SPIE Sud-Ouest, SAS au capital de 30 868 000 Euros, n° SIREN 440 056 463 R CS TOULOUSE, dont le siège social est à TOULOUSE 31400 – 70 chemin de Payssat – ZI de Montaudran, pour le remboursement de l'acompte dans le cadre d'un marché privé dont les caractéristiques sont reprises ci-dessous selon les conditions générales et particulières.

2 - Ce cautionnement ne peut garantir d'autres engagements que ceux de la société SPIE Sud-Ouest et ce, exclusivement dans le cadre d'un marché dont l'exécution se situe en France.

3 - Il est expressément stipulé que le présent engagement de caution n'entrera en vigueur qu'après qu'aient été apposées à la fois la signature de représentée par signataires dûment habilités, et celle de la société SPIE Sud-Ouest représentée par

Le présent engagement entrera en vigueur à l'encaissement de l'acompte par SPIE Sud-Ouest.

4 - En exécution du présent engagement, paiera au bénéficiaire désigné aux conditions particulières les sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du remboursement de l'acompte, dans le cadre du marché désigné et ce dans les limites du montant indiqué aux conditions particulières.

5 - Validité : ce cautionnement sera libéré, soit à la signature du procès-verbal de réception des travaux, faite avec ou sans réserves, soit au plus tard le
Passé cette date, le présent engagement cessera de produire effet et sera de plein droit et automatiquement annulé, que l'acte soit restitué ou non.

CONDITIONS PARTICULIERES

1 - Bénéficiaire du présent engagement de caution :

2 - Au titre du Marché suivant :

N° conclu le

Objet

Montant du Marché

3 - Montant de la caution : acompte représentant % du Marché

soit EUR

FAIT A LE



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	205	B	11/12	16/06/10

MARSEILLE

ANNEXE 3 – SYSTEME D'ECHANGE DE DOCUMENTS INFORMATISES (SEDI)

Champ d'application

La présente annexe au C.P.A. définit les modalités d'utilisation du Système d'Echange de Documents Informatisés (SEDI), service informatique permettant le classement, l'organisation et les échanges électroniques des documents liés à la réalisation des travaux du présent marché.

Le service BuildOnline sera utilisé par l'ensemble des intervenants de l'opération : la maîtrise d'ouvrage, les entreprises titulaires d'un marché de travaux et les sociétés titulaires d'un marché de prestations intellectuelles participant à l'exécution desdits travaux (maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, coordonnateur SPS, AMO...)

L'abonnement à ce service et son utilisation constitue une clause obligatoire pour le titulaire d'un marché (entreprise individuelle ou mandataire d'un groupement)

L'utilisation du service BuildOnline aura des retombées positives pour l'ensemble des intervenants. Les bénéfices attendus sont les suivants :

- Accès aisé aux informations générales sur l'opération (annuaire des intervenants, documents généraux,...)
- Réduction des délais de transmission des documents
- Réduction des délais de validation en rappelant aux intervenants concernés les documents qu'ils ont à viser
- Economies d'affranchissement
- Economies de reprographie
- Réduction des coûts de non-qualité (assurance de travailler avec des plans au dernier indice, respect de règles communes, ...)
- Traçabilité des échanges (savoir exactement qui a envoyé quoi et à qui)
- Constitution progressive du dossier informatique qui sera livré aux gestionnaires de patrimoine à l'issue de chaque tranche.
- Sauvegardes régulières des documents

Les conditions d'utilisation du Service, auxquelles le titulaire d'un marché de travaux, aussi dénommé l'utilisateur, doit adhérer au titre de ses obligations contractuelles sont détaillées dans ce document.

Description du SEDI

Le principe du SEDI est fondé sur la centralisation des documents et des différents échanges relatifs à ceux-ci sur une base de données commune à tous les intervenants du projet.

BuildOnline est un système informatique utilisable simplement grâce à un ordinateur type PC, connecté au réseau Internet.

Les principales fonctionnalités du service sont les suivantes :

- Gestion des documents
 - Contrôle des versions, comparaison graphique des versions
 - Révisions et annotations en ligne
 - Moteur de Recherche
 - Accès à l'information selon droit d'accès par dossier
- Gestion d'activités
 - Messagerie
 - Circuits de validation
 - Calendrier
 - Suivi des Travaux modificatifs
 - Levé des réserves
- Gestion de l'Histoire
 - Reporting projet
 - Alertes
 - Historique des actions



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	205	B	12/12	16/06/10

MARSEILLE

Conditions d'utilisation du SEDI

1 - Modalités d'utilisation

Pour l'utilisation du SEDI, chaque Intervenant devra accepter et respecter les prescriptions décrites dans ce document. Ces prescriptions seront considérées comme acceptées à la signature des marchés.

Dans ce cadre, le titulaire demeure le seul interlocuteur de BuildOnline qui lui accorde un droit d'utilisation.

Toutes les obligations d'utilisation du service s'appliqueront à ces nouveaux utilisateurs, conformément aux prescriptions contractuelles.

Si le titulaire d'un marché souhaite commander davantage de prestations en cours d'exécution de son marché (augmentation du nombre d'accès, formations complémentaires, prestation de conseil...), il passera directement commande à la société CTSpace, fournisseur de la solution BuildOnline.

2 - Conditions générales d'accès au SEDI

Pour pouvoir se connecter au SEDI, les conditions suivantes sont nécessaires :

- disposer d'un poste informatique respectant les spécifications techniques minimales (PC Windows 98 ou supérieur, Internet Explorer 6 ou supérieur équipé d'une machine virtuelle Java)
- disposer d'une connexion Internet (haut débit)
- avoir suivi les formations requises : pour une utilisation optimale de l'outil les codes d'accès à BuildOnline seront nominatifs et délivrés uniquement aux personnes ayant suivi la formation « utilisateur »
- avoir configuré son poste en ayant suivi la procédure remise par CTSpace.
- respecter toutes les règles méthodologiques définies dans les pièces contractuelles

Le manquement à l'une de ces conditions annule toute possibilité de recours à l'assistance téléphonique utilisateur.

3 - Conditions financières d'accès au SEDI

Le financement du service est assuré par l'Acheteur / Compte Prorata (y compris la formation d'une personne par titulaire de marché). Toutes les formations complémentaires seront commandées et réglées par chaque Intervenant directement à BuildOnline au tarif suivant : 250 € HT / personne. Tout désistement moins de cinq (5) Jours Ouvrés avant le début de la formation entraînera la facturation du stage.

Les sessions de formation « utilisateur » peuvent être organisées au choix :

- sur site (5 personnes minimum + salle de formation informatique mise à disposition / durée approximative : 3h)
- par web-conférence (2 personnes maximum / durée approximative : 1h30)